

Retailleau a accordé 137 166 visas aux Algériens en 2024 ! Et Boualem Sansal, alors ???

écrit par Juvénal de Lyon | 13 juin 2025



Retailleau Oh, ho ! Avec 137 166 visas délivrés sur l'année 2024, aux Algériens, le ministère de l'intérieur fait effectivement de gros efforts pour réduire le quota de visas accordés et faire ainsi libérer l'otage français ! Boualem Sansal reste entre les mains du satrape Tebboune face à une France humiliée par l'attitude macronesque de ses dirigeants velléitaires et dont les paroles ne font que brasser de l'air par leur verbosité logomachique et leur intarissable bavardage !

Juvénal de Lyon

Titres de séjour : la France pousserait ses travailleurs étrangers à bout ?

En France, les travailleurs étrangers font face à des difficultés croissantes pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour. Lenteur des démarches, durcissement des critères de régularisation et dématérialisation défaillante : ces obstacles pèsent lourdement sur des milliers de travailleurs, qu'ils soient en situation régulière ou non. Leur quotidien devient un parcours semé d'embûches, affectant leur stabilité professionnelle et personnelle.

L'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les travailleurs étrangers est la lenteur des procédures administratives. Les demandes de titres de séjour, qu'il s'agisse de premières demandes ou de renouvellements, subissent des retards importants. Dans de nombreuses préfectures, les dossiers restent en attente pendant plusieurs mois, exacerbant ainsi l'incertitude des travailleurs. Ce retard affecte non seulement leur statut juridique, mais aussi leur accès aux droits sociaux et à la sécurité sociale, provoquant un

sentiment de précarité grandissante.

La dématérialisation aggrave la situation

Depuis quelques années, les démarches administratives ont été en grande partie dématérialisées, dans le but d'optimiser le traitement des demandes de titre de séjour. Cependant, cette transition vers le numérique n'a pas apporté les résultats escomptés. Les travailleurs étrangers se heurtent à des systèmes informatiques défectueux et peu adaptés, rendant difficile la soumission de leurs dossiers en ligne. Cette dématérialisation a donc largement contribué à l'aggravation de la situation, rendant encore plus complexe l'accès aux démarches administratives pour les étrangers.

[La circulaire Retailleau, entrée en vigueur en janvier dernier](#), a renforcé les critères de régularisation des travailleurs étrangers. Désormais, même les travailleurs sans papiers, employés dans des secteurs en tension et remplissant les critères nécessaires (comme la présentation de fiches de paie), sont soumis à l'appréciation discrétionnaire du préfet. Ce durcissement des conditions de régularisation place de nombreux travailleurs dans une situation d'incertitude permanente, leur avenir professionnel étant laissé à la décision d'un seul acteur administratif.

Cette politique soulève de nombreuses critiques, notamment du côté des syndicats, qui dénoncent un système injuste et inéquitable. Pour les travailleurs, la régularisation ne se fait plus sur des critères objectifs, mais dépend de l'appréciation personnelle du préfet, ce qui ouvre la voie à des discriminations ou à des décisions arbitraires.

https://x.com/whatsupdoc_mag/status/1931025068458451275?

Les travailleurs sans papiers constituent une catégorie particulièrement vulnérable. Nombre d'entre eux exercent dans des secteurs essentiels de l'économie, tels que la construction, la restauration ou le nettoyage. Malgré leur rôle clé, leur statut irrégulier les expose à des risques importants : perte d'emploi, absence de couverture sociale, et surtout, l'incertitude quant à leur régularisation.

Bien que certains travailleurs sans papiers remplissent les critères de régularisation, leur situation reste instable. La régularisation de ces travailleurs, bien qu'elle soit théoriquement facilitée pour ceux employés dans des secteurs en tension, reste largement dépendante de l'appréciation des préfets. Ce manque de transparence et de prévisibilité dans les décisions administratives aggrave leur précarité.

Une mobilisation qui monte en puissance

Face à ces difficultés, [les travailleurs étrangers se mobilisent pour faire entendre leur voix](#). La manifestation organisée récemment à Paris par environ 150 travailleurs sans papiers, soutenus par plusieurs syndicats, témoigne de leur frustration croissante. Bien que l'événement ait été initialement interdit par la préfecture, il a finalement été autorisé à se tenir à Châtelet, prouvant ainsi la détermination des manifestants à revendiquer leurs droits.

Les syndicats, qui soutiennent ces mobilisations, rappellent que les travailleurs étrangers jouent un rôle essentiel dans l'économie française. « Sans eux, la ville ne tiendrait pas debout », ont-ils affirmé, soulignant l'importance de leur contribution dans des secteurs souvent dévalorisés.

Des difficultés généralisées à travers le pays

Les problèmes liés à l'obtention ou au renouvellement des titres de séjour ne concernent pas seulement Paris, mais s'étendent à tout le territoire. Dans de nombreuses régions, les travailleurs étrangers sont confrontés aux mêmes obstacles : lenteur des procédures, complexité des démarches, et une régularisation de plus en plus difficile à obtenir. Cette situation crée un climat de mécontentement généralisé et d'inégalité entre les travailleurs étrangers et les nationaux.

Face à cette situation, une réforme en profondeur du système de régularisation semble indispensable. La lenteur des procédures et le durcissement des critères de régularisation ne sont plus tenables. Le système actuel crée une insécurité juridique pour les travailleurs étrangers et nuit à leur intégration sociale et professionnelle.

La France doit repenser ses politiques d'immigration et de régularisation afin de simplifier et d'accélérer les démarches administratives. L'enjeu est de garantir un accès équitable aux droits des travailleurs étrangers et de leur offrir des conditions de travail et de vie dignes de ce nom.

Source : <https://observalgerie.com/2025/06/08/immigration/titres-de-sejour-la-france-pousse-ses-travailleurs-etrangers-a-bout/>

Demandes de visa Schengen en 2024.

Le consulat de France à Alger dans le top 3 mondial

Avec près de 198 000 dossiers traités, le consulat de France à Alger reflète une forte demande d'accès à l'espace Schengen depuis l'Algérie, un pays où les flux

migratoires vers l'Europe restent particulièrement importants. Le taux d'approbation au consulat de France à Alger est d'environ 69 %, ce qui correspond à 137 166 visas délivrés sur l'année 2024.

https://x.com/schengen_info/status/1929515845312786815?

Disparité entre consulats : Certaines représentations diplomatiques présentent des taux d'approbation très faibles. Le consulat maltais à Alger n'a accordé que 11,3 % des demandes, celui d'Autriche à Islamabad (Pakistan) 16 %, et le consulat des Pays-Bas à Dakar (Sénégal) environ 16,5 %.

Les ressortissants algériens figurent parmi les groupes les plus nombreux à solliciter un visa Schengen, principalement via le consulat de France à Alger. [Le volume important de demandes](#) au consulat français à Alger s'inscrit dans un contexte marqué par des contraintes sécuritaires et réglementaires strictes. La rigueur dans l'analyse des dossiers explique en partie le taux d'approbation plus bas comparé à d'autres consulats. Cette situation reflète aussi la forte demande de mobilité vers l'espace Schengen, particulièrement vers la France, au sein des populations algériennes.

Le consulat de France à Alger demeure un point clé dans la gestion des flux migratoires entre l'Algérie et l'Europe.

<https://observalgerie.com/2025/06/02/immigration/demande-de-visa-schengen-le-consulat-de-france-a-alger-dans-le-top-3-mondial/>

Juvénal de Lyon

LIBÉREZ BOUALEM SANSAL